

La Sous-Direction de la Lutte contre la Cybercriminalité

Une réponse à l'omniprésence des nouvelles technologies dans la commission des infractions

Une chaîne de réponse intégrée aux défis posés par la cybercriminalité

Un modèle d'efficience

ACTION JUDICIAIRE

Apporter une réponse de spécialistes à des modes opératoires pointus et en perpétuelle évolution.

88

enquêtes de fond en 2016 en matière de CYBERCRIMINALITÉ 196

enquêtes relatives aux contenus illicites de l'Internet

LE SUPPORT À L'ENQUÊTE

laboratoires d'investigation opérationnelle du numérique

Le maillage territorial des **laboratoires d'investigation opérationnelle du numériqu**e (LION), prolonge au niveau local la synergie et la complémentarité des compétences de la SDLC.

Un bureau de l'Internet diffuse

les coordonnées des services d'obligations légales des fournisseurs de services sur Internet (FSI) à l'ensemble des services de police.

700

fournisseurs de services sur Internet répertoriés 1000

supports analysés en **2016**

Des **moyens spécialisés** et une **expertise** pour l'analyse des supports numériques fixes et mobiles au profit d'autres services.

La conception de nouveaux outils d'investigation numérique au profit des enquêteurs de la police nationale.

> Un bureau de la formation à la lutte contre la cybercriminalité : Un réseau inter-directionnel de 469 ICC

investigateurs spécialisés (ICC) formés chaque année

LA CENTRALISATION DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES...

La plateforme PHAROS agit contre les contenus illicites signalés sur www.internet-signalement.gouv.fr



Appréhender la nature immatérielle des infractions du «web»

Prévenir la redondance du traitement judiciaire

170 712 signalements reçus en 2016

1 929 sites illicites déréférencés des moteurs de recherche en 2016

834 sites illicites bloqués par les fournisseurs d'accès à internet en 2016

Sur ce modèle, la **SDLC** prépare le déploiement du **dispositif THESEE**, pour la centralisation des plaintes concernant les escroqueries du « web »







La Sous-Direction de la Lutte contre la Cybercriminalité

Une réponse à l'omniprésence des nouvelles technologies dans la commission des infractions

Une chaîne de réponse intégrée aux défis posés par la cybercriminalité

Un modèle d'efficience

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE







LA PRÉVENTION



La plateforme téléphonique

INFO ESCROQUERIES (0 805 805 817)

rassure les victimes d'escroqueries et les conseille.

22724 appels reçus en 2016



LA DIVISION DE L'ANTICIPATION ET DE L'ANALYSE

La D2A analyse, collecte et recoupe le renseignement cybercriminel à destination des unités opérationnelles.

Elle produit également des recommandations techniques pour son réseau de partenaires et a pour objectif de réduire les infractions de cybercriminalité dans leurs écosystèmes.



NOS STRUCTURES

119 PERSONNES

parmi lesquelles 9 gendarmes et 4 ingénieurs et techniciens.

Bureau de coordination stratégique



Bureau de de la formation à la lutte contre la cybercriminalité

Division de la logistique opérationnelle

Bureau de l'Internet

Division en charge de l'anticipation et de l'analyse atral de lutte contre

L'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC)

Une section de l'Internet (PHAROS + Info Escroqueries)

Une section opérationnelle (3 brigades judiciaires)

Une section d'assistance technique, de recherche et de développement

Une section des relations internationales et de la documentation opérationnelle